

puissance, attendait passivement que son tour arrivât. Voilà à quoi avaient abouti, dès les premiers jours de mars, un mois après l'évacuation de Mexico par les troupes françaises, avant même que celles-ci eussent entièrement quitté le territoire mexicain, les plans et les promesses des hommes qui avaient retenu Maximilien au Mexique.

Il était impossible que la crédulité la plus robuste résistât à un pareil spectacle. A l'exception de ceux qui poursuivaient un but secret, et des aveugles qui, entraînés à leur suite, ne voulaient pas avoir le démenti de ce qu'ils avaient prophétisé, une réaction visible commençait à s'opérer dans les esprits. Un courant nouveau se manifestait au sein même du monde politique. Tandis que la *Patria*, restée l'organe des intransigeants, continuait à prêcher la lutte à outrance et à prédire quand même le triomphe de la cause impériale, une autre feuille se fondait avec l'appui avoué de la fraction modérée du parti ministériel, sous le nom significatif de *La Union*, et posait publiquement la thèse d'un appel à la nation pour mettre fin par un vote à la guerre civile. Un membre du cabinet ne craignait pas d'exprimer ouvertement son adhésion à cette idée. D'autres déclaraient qu'on se méprenait sur les intentions comme sur les projets de l'empereur, et que Maximilien était prêt à saisir la première occasion qui lui serait offerte de se retirer avec dignité. On

sondait même quelques-uns des libéraux influents restés dans Mexico pour voir si, par leur entremise, il n'y aurait pas moyen d'ébaucher un compromis qui sauvât les apparences. C'était un effort illusoire. Le tardif accès de sagesse qui l'inspirait ne pouvait rien changer au fond de la situation; mais il pouvait abrégé la crise et en adoucir le dénouement. Le retour inattendu du général Marquez vint anéantir cette frêle espérance.

Depuis plusieurs jours, Mexico était plein de rumeurs contradictoires au sujet de Queretaro. Après avoir cru à la prise de la ville par les juaristes, on avait célébré une éclatante victoire des troupes impériales, victoire qui avait, disait-on, laissé pour trophée aux mains des vainqueurs 8,000 prisonniers et 48 pièces d'artillerie. Cette dernière nouvelle, annoncée par le *Diario oficial* lui-même, avait été néanmoins démentie au bout de quarante-huit heures. On ne savait donc plus que croire lorsque, le 27 mars au matin, on vit arriver à l'improviste les généraux Marquez et Vidaurri à la tête d'un millier d'hommes. Grande fut l'émotion. La colonne que ramenaient les chefs partis six semaines auparavant avec l'empereur, était-elle l'avant-garde d'une armée victorieuse ou représentait-elle les débris d'une armée dispersée? Ni l'un ni l'autre. Aucun fait de guerre marquant n'avait eu lieu à Queretaro. La colonne en était sortie le 21 au matin, en dérobant sa marche aux assiégeants, et avait fait la route en-

rière sans rencontrer l'ennemi; sa mission se bornait à escorter les deux généraux, qui revenaient dans la capitale investis d'une mission spéciale par l'empereur.

Le soir, le journal officiel publiait le décret suivant :

« Maximilien, empereur du Mexique,

« Pour l'accomplissement de la mission extraordinaire et importante que nous avons confiée au général don Leonardo Marquez, nous le nommons notre lieutenant, investi de pleins pouvoirs, suivant les ordres verbaux qu'il a reçus de nous.

« Fait à Queretaro, le 19 mars 1867.

« MAXIMILIEN. »

Cinq lettres impériales accompagnaient ce décret. La première nommait le général Vidaurri ministre des finances et président du conseil; la seconde confiait les portefeuilles de l'intérieur et des travaux publics à M. Iribarren, ancien commissaire de l'empire dans l'Etat de Sinaloa. Les trois autres étaient des lettres de remerciements et d'éloges respectivement adressées à MM. Lares, Marin et Mier y Teran, relevés de leurs fonctions de ministres par suite des nominations nouvelles.

Rien ne transpara des circonstances qui avaient fait prendre ces détermination à Queretaro, ni de la mission spéciale mentionnée sommairement

dans le décret de nomination du lieutenant de l'empire. Aucune explication, aucune indication de programme n'accompagna l'installation du triumvirat aux mains duquel passait, d'une manière si imprévue, la direction des événements. Les noms, il est vrai, avaient une signification suffisamment éloquente. Celui du général Marquez, à lui seul, dispensait de tout commentaire; il ne pouvait annoncer que la guerre à outrance. Le choix de Vidaurri pour l'administration des finances présageait un système fiscal qui ne connaîtrait plus de demi-mesures. Quant à M. Iribarren, esprit et caractère distingués d'ailleurs, on le connaissait moins; mais on savait qu'il avait déployé, dans la plus difficile des situations, une indomptable énergie. Sa présence à la tête du département chargé de la police et du contrôle de l'esprit public promettait à ses deux collègues un auxiliaire digne d'eux. Tout disait à la population qu'elle n'assistait pas à un simple remaniement ministériel, mais à l'inauguration d'une politique sans ménagements et d'un gouvernement d'action.

Les débuts justifèrent ce titre. Dès le lendemain, le haut commerce et les grands propriétaires, convoqués au ministère des finances, furent informés qu'on attendait de leur patriotisme la souscription immédiate des fonds nécessaires à une vigoureuse reprise des opérations. Pour éviter les discussions superflues, une liste

de répartition dressée d'avance fixait à chacun sa quote-part dans ce don forcé. Les étrangers, mis en réquisition aussi bien que les Mexicains, obtinrent la réduction de moitié, grâce à la ferme intervention de M. Dano, appuyé par les ministres d'Espagne et de Prusse; mais il fallut que tout le monde s'exécutât. Sous le coup de la surprise, non exempte d'une certaine terreur secrète qu'inspiraient l'avènement et les façons d'agir de Vidaurri, la résistance fut moindre que d'habitude. A la fin de la journée, le Trésor avait encaissé plus de 1 million 500,000 fr. Marquez, de son côté, ramassait à la hâte tous les éléments militaires disponibles. Quarante-huit heures à peine après son arrivée dans la capitale, il en repartait pour dégager Puebla, en déléguant à Vidaurri la direction du gouvernement pendant son absence, qu'il annonçait devoir être de quelques jours seulement.

Il s'agissait de remplacer les hommes qu'il emmenait et l'argent qu'il emportait. On donna une impulsion nouvelle au recrutement forcé, qui avait quelque peu molli dans les derniers temps. Les racleurs qui, par tradition, s'en tenaient généralement aux gens du peuple et s'arrêtaient devant la redingote bourgeoise, eurent ordre de tout prendre sans distinction. De plus, la razzia s'étendit aux chevaux. On vit des cavaliers arrêtés en pleine rue et forcés de livrer leur monture, trop heureux quand ils n'étaient pas emme-

nés à la caserne avec elle. Une rigueur plus grande encore présidait au recouvrement de l'emprunt forcé. Comme les perquisitions opérées à l'intérieur des maisons soulevaient trop de clameurs, on imagina un procédé nouveau : au lieu d'envahir et de fouiller la résidence des récalcitrants, on les y bloqua avec leurs familles, sans laisser pénétrer ni vivres, ni eau. Peu importait qu'il y eût des femmes et des enfants; au contraire, cela n'en valait que mieux. En prenant par la faim et par la soif les enfants et les femmes, on amenait plus vite à composition les pères et les maris. Le nouveau régime donnait d'emblée sa mesure.

Marquez, cependant, en se portant sur Puebla, avait élargi l'horizon des conjectures. Puebla dégagée, soit par la défaite, soit simplement par la retraite de Porfirio Diaz, c'était la liberté des mouvements recouvrée, l'armée impériale renforcée, la route de Vera-Cruz en partie ouverte. Sans rêver des conséquences triomphales qui, de toutes manières, étaient hors de question, le succès du mouvement entrepris n'avait rien d'impossible. Malheureusement, on était revenu trop tard au plan d'opérations qui, à défaut de chances de victoire, eût offert une chance de salut. Porfirio Diaz tenait déjà Puebla dans sa main; s'il ne s'en était pas encore rendu maître, c'était parce qu'une capitulation lui permettait la clémence, tandis que la prise de vive force lui imposait la sanglante application des lois de représailles. Averti de la

marche de Marquez, il brusqua les choses, donna l'assaut et emporta la ville. La garnison, réfugiée sur les hauteurs avoisinantes, se rendit au bout de deux jours. Sans perdre un instant, les juaristes se portèrent à la rencontre des troupes sorties de Mexico, les surprirent et les refoulèrent en désordre. Le 8 avril, le *Diario oficial*, inaugurant un système d'impostures qui devait se perpétuer jusqu'au jour même de l'exécution de Maximilien, avait annoncé l'entrée des troupes impériales à Puebla et la retraite précipitée de Porfirio Diaz blessé. Le 11, au milieu de la nuit, Marquez, accompagné de quelques hommes à peine, se présentait à une des portes de Mexico, où il était obligé de se faire reconnaître. Il revenait, non-seulement en fugitif, mais en fuyard, incapable de dire ce qui était advenu de ses soldats qu'il avait littéralement perdus en route et qu'on vit avec grande surprise reparaitre peu à peu, presque au complet, par détachements épars. Il y avait eu débandade plutôt que désastre ; mais, comme résultat, cela revenait au même : il ne restait plus aux impérialistes une seule carte à jouer pour essayer de rétablir leur partie.

En quelques heures, les corps volants de l'ennemi, qui s'étaient bornés jusque-là à tenir les abords de la capitale, se resserraient à l'entour, par un mouvement convergent dont la régularité eût fait honneur à la meilleure armée. Le 12, Porfirio Diaz, avec les troupes qui venaient de

prendre Puebla et de battre Marquez, complétait l'investissement en établissant son quartier général entre Tacubaya et Chapultepec et en coupant l'aqueduc principal qui fournissait l'eau à la ville.

Un souffle de bon sens passa dans l'air. La folie de la résistance apparut aux plus aveuglés dans toute son étendue et avec toutes ses conséquences. Parmi les membres mêmes du gouvernement, plusieurs inclinaient ouvertement à ce qu'on ne s'obstinât pas à tenter une défense impossible, dont l'unique effet serait d'exaspérer les juaristes et de rendre leurs vengeances plus redoutables. Madame Baz, femme d'un des hommes les plus importants du parti libéral, ayant demandé l'autorisation d'aller voir son mari qui se trouvait auprès de Porfirio Diaz, fut chargée de sonder les intentions de ce dernier. Elle rapporta la promesse formelle que, si la ville ouvrait ses portes, tout le monde aurait la vie sauve. Le Père Fischer s'étant rendu à son tour auprès du chef des assiégés, reçut de lui la même assurance. Seulement, il fallait hâter les résolutions. Porfirio Diaz laissait entendre que, si personnellement il était porté à la modération et à l'indulgence, il pouvait d'un moment à l'autre recevoir de San-Luis des instructions qui le forceraient à poser des conditions beaucoup plus rigoureuses. Le conseil des ministres se réunit pour délibérer, en s'adjoignant M. Lacunza, président du conseil d'Etat. Il fut aisé

de voir tout d'abord que la majorité penchait vers une capitulation. Marquez lui-même se serait, assure-t-on, montré incertain, ébranlé. Mais, en pareil cas, la hardiesse manque presque toujours aux opinions les plus sages, parce qu'elles exposent ceux qui les expriment au reproche de faiblesse. Tandis que les partisans d'une reddition immédiate hésitaient dans l'expression de leur avis, M. Lacunza et le ministre de l'intérieur, M. Iribarren, traitaient de lâcheté la seule pensée d'accepter la merci de Juarez. Suivant eux, d'ailleurs, rien n'était perdu ; une journée victorieuse, soit à Queretaro, soit à Mexico, suffisait pour changer la fortune de la guerre ; il y avait devoir d'honneur à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Leur voix l'emporta, non cependant sans une discussion orageuse, pleine de récriminations, où M. Lacunza alla jusqu'à dire à Marquez : « Il n'y a plus ici de lieutenant de l'empire ; il n'y a qu'un général battu. »

Informés de cette inconcevable détermination, les membres du corps diplomatique tinrent conseil. La correspondance de plus en plus aigre qui s'échangeait à chaque emprunt forcé avait amené au dernier degré de tension leurs rapports avec le gouvernement. Chaque nouvelle démarche de leur part les exposait à se voir envoyer leurs passe-ports, sinon à quelque mesure encore plus sommaire. L'idée d'intervenir dans un tel moment et dans une affaire de cette nature, rencontra donc

des hésitations, principalement chez le chargé d'affaires d'Angleterre, M. Middleton. Entraînée néanmoins par M. Dano, la réunion décida que les représentants de l'Europe ne pouvaient demeurer spectateurs inactifs des malheurs qui se préparaient ; ils devaient à leurs gouvernements respectifs, ils se devaient à eux-mêmes de faire au moins une tentative pour conjurer d'inévitables calamités. On se rendit en corps chez le ministre des relations extérieures, M. Pereda, qui répondit par une notification pure et simple des résolutions arrêtées. Une visite au général Vidaurri, dont on connaissait les dispositions plus sages, n'eut pas plus de succès. Le général laissa seulement percer, dans quelques paroles mélancoliques, qu'il entretenait peu d'illusions sur l'issue.

La proclamation suivante, affichée dans l'après-midi, annonça à la population consternée que les hommes qui la tenaient en leur pouvoir la condamnaient définitivement aux horreurs et aux redoutables éventualités d'un siège :

« Mexicains,

« La rumeur qu'on a fait méchamment circuler de l'abandon de cette capitale par les troupes sous mes ordres est arrivée à ma connaissance. Je crois de mon devoir de vous assurer, pour votre tranquillité, que cette rumeur est absolument fautive et manque de tout fondement ; qu'il n'y a aucune raison pour cette détermination ; que j'ai les élé-

ments nécessaires pour la défense de la place, et que je saurai remplir mon devoir dans quelque circonstance que ce soit.

« Votre compatriote et ami,

« RAMON TABERA. »

CHAPITRE IX

SOMMAIRE : Porfirio Diaz ne veut pas emporter Mexico de vive force. — Exactions et misère croissante dans la ville. — Premiers avis de la chute de Queretaro. — Marquez les fait démentir. — Nouvelles preuves. — Dépêche de Maximilien demandant des défenseurs. — Départ de ceux-ci pour Queretaro. — Marquez n'en persiste pas moins à nier la captivité de l'empereur et à résister. — Tentative de sortie avortée. — La population aux abois. — Une dernière imposture. — Marquez enfin contraint de céder.

En dépit des journaux ministériels qui, pour reconforter l'esprit public, rappelaient sur tous les tons que « Mexico n'avait jamais été pris de vive force par aucune armée », la ville était à la discrétion des assiégeants. Il n'eût tenu qu'à eux de s'en emparer par une attaque combinée, à laquelle ni l'effectif ni l'état de la garnison ne permettaient de faire face. Aussi les habitants passèrent-ils les premiers jours de l'investissement dans une perplexité de toutes les heures. La perspective de l'entrée de l'ennemi à la suite d'un combat prenait